



CTL du 29 juin 2017

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

« Une dégradation du climat social est constatée à travers les résultats du baromètre social (avec une dégradation des résultats et des résultats négatifs plus marqués qu'en 2016) : l'évolution de la quasi-totalité des réponses est en effet négative. Ainsi, par rapport à 2015, le sentiment global qui se dégage est une combinaison de trois facteurs : la détérioration des conditions de travail, des rapports humains et du service rendu au public, qui engendre un malaise grandissant : stress, fierté en baisse, pessimisme quant à l'avenir. »

Cette phrase reflète parfaitement la situation de notre DDFiP et de ses agents, que nous dénonçons sans relâche depuis des années. Pour autant et une fois n'est pas coutume, ce n'est pas la CGT qui l'écrit mais l'Administration locale elle-même dans les documents préparatoires de la réunion d'aujourd'hui.

Y aurait-il enfin une réelle prise de conscience de votre part ?
Les mots sont une chose, les actes en sont une autre.

Or, tous les sujets présentés au CTL de ce jour sont annonciateurs de dégradations supplémentaires. A maux identiques, remèdes identiques : manque d'effectifs et manque de budget entraînent fermetures de services, concentration, délocalisation et abandon des missions qui à leur tour entraîneront de nouvelles suppressions d'emplois et réductions de budget.

Il faut sortir de ce cercle vicieux provoqué par la vision strictement comptable du service public : professionnalisation, taille critique, dématérialisation sont des mots alibis auxquels nous opposons service public, proximité et conditions de travail descentes. L'aspect humain tant auprès des usagers que des agents doit prévaloir sur tout autre considération.

Or qu'avez-vous à nous proposer mis à part des pseudo-concertations dont on connaît déjà l'issue ?

À nouveau des fermetures de Trésoreries et des spécialisations, mais aussi de façon inédite la disparition de deux SIE. Pourquoi entraîner ainsi notre DDFiP 02 vers une disparition programmée ? Avez-vous réellement besoin d'un tel coup d'éclat avant de partir en retraite, alors que la DG indique qu'elle n'est pas demandeuse ?

Il est temps de mettre vos actes en conformité avec votre discours, afin que les éléments rapportés par le baromètre social ne soient pas un simple objet de communication mais une réelle base de travail pour améliorer concrètement les conditions de vie au travail et le service public rendu à l'utilisateur.

Dans les faits, ces derniers mois, nous avons malheureusement à plusieurs reprises constaté que vos pratiques sont bien éloignées des discours de façade : mise en doute assez systématique de la véracité des situations rapportées par les représentants du personnel et les agents, à renfort de coups de fil aux chefs de services, de « contre-visites » des équipes, de contrôles d'arrêts maladie et de convocations d'agents ... un climat suspicieux et parfois coercitif ... aggravé à certains endroits par un management malsain.

Force est de constater que les agents du département ne s'y trompent pas : ils dénoncent clairement le mauvais climat social et sont très largement pessimistes pour l'avenir.

Pour la CGT, les choses ne sont pas inéluctables. Nous serons toujours présents sur le terrain de la lutte pour maintenir un service public digne de ce nom et gagner sur les légitimes revendications des personnels et des usagers.

Laon, le 29 juin 2017.